



Hôpital public : OUI Hôpital entreprise : NON

La loi Bachelot doit être retirée. Exigeons un véritable plan d'urgence pour sauver la santé publique et répondre aux besoins de la population et aux revendications des personnels.

Malgré les nombreuses assignations parfois abusives, la journée d'action pour la défense de l'hôpital public du 28 avril est un véritable succès. Elle a réuni près de 20 000 personnels soignants, administratifs ouvriers, techniques, et médecin de l'île de France qui ont manifesté contre la loi Bachelot.

La ministre de la santé a refusé de recevoir les représentants des personnels et des médecins sous prétexte d'un agenda chargé.

Quel mépris de la part de celle qui se fait passer auprès des médias pour le seul défenseur de l'hôpital public, en niant par exemple les suppressions d'emplois.

En 2008, à l'APHP, la direction a supprimé 2600 postes et plus de 1000 cette année. Un plan d'économie sur 3 ans en prévoit environ 4500 en moins. C'est un véritable plan social qui s'appuie sur le projet de regroupement des hôpitaux de l'AP-HP en groupes hospitaliers ou territoires de santé.

En plus des suppressions d'emplois, ces restructurations en cours entraînent le développement de la précarité, la remise en cause des RTT, les heures sup imposées, les non remplacements des différents congés

(maladie, AT, départ en retraite, formation, etc...) et la dégradation des conditions de travail.

Le but de cette loi est de réduire le service public de santé en basculant les activités les plus rentables vers le secteur privé afin de supprimer le maximum d'emplois, d'hôpitaux et de structures publiques. Et pour y arriver, la loi donne tous les pouvoirs aux directeurs (projet de soins, projet médical, etc...).

Agir maintenant pour ne pas subir

Depuis 4 ans, SUD annonce la catastrophe d'aujourd'hui : les pôles détruisant les services (unités de base de la vie hospitalière), une santé soumise uniquement à l'économie et à la rentabilité (déstructurant nos métiers), déshumanisation, autoritarisme des décideurs, et finalement destruction de l'hôpital public.

La loi Bachelot est la solution finale pour l'euthanasie de la santé publique : fermetures de structures, 20 000 emplois supprimés.

Après la manifestation du 28 avril nous devons continuer et amplifier la mobilisation au niveau national !

L'intersyndicale APHP, l'intersyndicale nationale et le MDHP (mouvement des médecins pour la défense de l'hôpital public) appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestation le :

**Jeudi 14 Mai 2009
Grève et Manifestation à 11h30
Montparnasse-Ministère de la Santé**